

Mardi 4 décembre 2018

## Villes de France prend acte des annonces d'Édouard Philippe et recevra le Premier Ministre le 12 décembre pour faire entendre la voix des villes moyennes

L'Association Villes de France prend acte des annonces faites par le Premier ministre ce matin, qui répondent aux requêtes formulées par Villes de France depuis plus d'une semaine. La décision de suspendre la hausse de la taxe carbone, combinée à l'annonce d'une consultation sur le pouvoir d'achat et la transition énergétique doivent permettre d'apaiser les tensions que nous connaissons aujourd'hui en France.

Il ne peut néanmoins s'agir que d'une première étape. La crise des gilets jaunes a mis en exergue des inquiétudes et des ressentiments extrêmement profonds qui dépassent de très loin la seule question du prix des carburants.

**L'association des Villes de France représente les villes « moyennes » éloignées des grandes agglomérations qui sont en réalité la France des gilets jaunes**, et nous mesurons depuis des années le gouffre social et territorial qui est en train de se creuser en France.

**Nous en témoignerons de vive voix au Premier ministre Édouard Philippe, qui participera le 12 décembre à la soirée des trente ans de Villes de France, devant 250 élus venant de toute la France.**

Villes de France saisira l'opportunité de faire entendre, dans les prochaines semaines, cette France des villes moyennes si souvent oubliées depuis 40 ans. **Nous demandons au Président de la République et au Premier ministre de nous entendre sur deux points essentiels.**

**D'une part, le débat national ne doit pas se limiter à une simple consultation**, il s'agit d'organiser un véritable Grenelle du pouvoir d'achat et de la transition écologique, rassemblant physiquement les acteurs concernés.

**D'autre part, dans le cadre de ce grenelle, les Maires devront jouer un rôle incontournable, avec leur vision de terrain, aux côtés des corps intermédiaires.** Ils gardent une vraie crédibilité auprès des Français et sont en prise directe avec nos concitoyens pour comprendre les raisons de la colère : ils sont de fait particulièrement légitimes pour proposer des solutions.

**A ce titre, Villes de France a décidé** de publier une plateforme complète de propositions d'ici 22 janvier, qui servira de base à la contribution de Villes de France dans le Grenelle à venir ; ces propositions porteront notamment sur le renforcement de l'investissement en faveur de l'habitat, de l'accès aux transports publics ... dans les zones à densité de population moyenne.

*Présidée par Caroline CAYEUX, maire de Beauvais, Villes de France, association d'élus pluraliste dont le président délégué est Jean-François DEBAT, maire de Bourg-en-Bresse, représente et accompagne les villes et agglomérations de taille infra-métropolitaine du territoire national dont elles forment l'armature urbaine. Elle regroupe ainsi près de la moitié de la population française.*